



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2003/G/43  
21 mars 2003

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-neuvième session  
Point 11 c) de l'ordre du jour

DROITS CIVILS ET POLITIQUES, NOTAMMENT LA QUESTION  
DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Lettre datée du 16 août 2002, adressée au Haut-Commissaire des Nations Unies  
aux droits de l'homme par le Représentant permanent de Chypre  
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur certains actes par lesquels le régime illégitime de la partie de Chypre occupée par la Turquie tente de restreindre la liberté d'expression dans cette zone. Deux journalistes chypriotes turcs, M. Sener Levent, rédacteur en chef du quotidien *Afrika*, et M. Meduch Ener, chroniqueur politique pour le même quotidien, ont été condamnés à six mois d'emprisonnement et à payer une amende de 5 milliards de livres turques (l'équivalent de 30 000 euros) pour avoir publié un article constituant soi-disant une insulte envers la Turquie, l'armée d'occupation turque et M. Rauf Denktash, le prétendu Président du pseudo-État instauré et appuyé par l'armée d'occupation turque et les colons venus de la Turquie continentale. L'article présumé diffamatoire a été publié le 29 juillet 1999 dans le journal *Avrupa*, ancien nom d'*Afrika*.

L'incarcération des deux journalistes qui exigeaient que Chypre soit libérée de l'occupation et réunifiée est la dernière en date d'une longue série de tentatives allant crescendo de la part du régime illégitime de Denktash et de l'armée d'occupation turque pour réduire au silence *Afrika* et restreindre la liberté de la presse dans la partie de Chypre occupée par la Turquie. M. Levent, le personnel du quotidien ainsi que d'autres journalistes ont été la cible d'attentats à la bombe, ont fait l'objet de menaces incessantes et de harcèlement et se sont vu confisquer leur matériel d'imprimerie par le régime illégitime et l'armée d'occupation. M. Levent et quelques-uns de ses employés avaient déjà été arrêtés par le passé, mais les protestations exprimées au niveau national et international avaient réussi à les faire libérer.

À d'autres occasions, le matériel du quotidien a été saisi et ses locaux ont fait l'objet d'attentats à la bombe et ont été incendiés. Quelque 400 autres affaires de «diffamation» mettant en cause M. Levent et d'autres journalistes chypriotes turcs, qui refusent d'être réduits au silence par le régime illégitime et l'armée d'occupation turque, sont encore en instance.

M. Mehmet Ali Talat, chef du Parti républicain turc, et M. Hussein Angolemli, chef du Parti de la libération communale dans la partie occupée de Chypre, ont dénoncé l'incarcération des deux journalistes qui selon eux vise à museler la presse. Le Syndicat des journalistes chypriotes a assuré les journalistes chypriotes turcs harcelés de la sorte de sa solidarité et de son soutien et a condamné l'emprisonnement de MM. Levent et Ener, en tant que tentative fasciste de la part du régime dictatorial de Denktash pour étouffer la voix du quotidien *Afrika* favorable à la liberté et à la fin de l'occupation. En outre, l'organisation nationale chypriote pour la protection des droits de l'homme s'est associée au Syndicat des journalistes chypriotes, à l'Association des éditeurs de presse, au barreau chypriote et au Bureau de l'UNESCO à Chypre pour condamner la persécution des journalistes et exiger la libération immédiate des deux journalistes qui devraient avoir le droit d'«exercer leur droit inaliénable à la liberté d'expression».

Le Gouvernement de la République de Chypre vous saurait gré de bien vouloir intervenir en votre nom propre et au nom du Haut-Commissariat pour obtenir la libération immédiate de MM. Levent et Ener et garantir le respect de la liberté d'expression dans la partie de Chypre occupée par la Turquie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document officiel de la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme au titre du point 11 c) de l'ordre du jour intitulé «Droits civils et politiques, notamment la question de la liberté d'expression».

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent

(Signé) Alexandros **Vikis**

-----